

**M. Rudolf Hundstorfer**

**Ministre autrichien du Travail, des Affaires sociales et de la Protection du consommateur**

Forum : Lutter contre les inégalités

Mesdames et Messieurs,

Avant toute chose, je tiens à remercier l'OCDE pour cette invitation et pour avoir organisé cette très importante réunion consacrée à la lutte contre les inégalités. Je suis heureux et honoré de pouvoir m'adresser à vous aujourd'hui.

Mes propos seront en deux temps. Je commencerai par évoquer la répartition des revenus et le rôle des systèmes sociaux. Puis j'essaierai de vous montrer les efforts déployés par l'Autriche pour surmonter la crise économique et traiter les disparités de revenu.

Il faut se féliciter que la répartition des revenus soit un élément clé des analyses socio-politiques menées par l'OCDE. Ces analyses montrent que les disparités de revenu se sont nettement accentuées au cours des 30 dernières années. Non seulement c'est un motif de mécontentement pour de vastes segments de la population, mais cela représente aussi un danger croissant pour la cohésion sociale et cela intensifie les pressions sur les dépenses sociales.

L'expérience passée nous enseigne que la croissance économique ne suffit pas, à elle seule, pour réduire la pauvreté. Si la croissance économique entraîne une accentuation des disparités de revenu, cela signifie qu'une partie non négligeable de la population ne profitera pas des promesses de la mondialisation et du progrès technologique.

En outre, je crois pouvoir dire que l'accentuation des inégalités de revenu a contribué à la crise financière, avec ses terribles effets sur l'économie réelle et les budgets nationaux. Les disparités de revenu contraignent l'État protecteur à multiplier les interventions pour tenter de préserver la cohésion sociale. De plus, les systèmes de sécurité sociale, en grande partie financés par des cotisations liées aux revenus, pâtissent de la baisse ou de la stagnation des salaires et deviennent plus difficiles à maintenir.

Le creusement des inégalités de revenu est souvent présenté comme une conséquence inévitable de la mondialisation. Cependant, les récentes analyses de l'OCDE montrent que c'est l'inverse qui se produit. Les différents États membres se trouvent dans des situations diverses : en général, les pays dans lesquels le système de protection sociale est efficace non seulement enregistrent des disparités de revenu moins marquées mais connaissent aussi une plus grande réussite sur le plan du développement économique. La réussite économique suppose des investissements dans l'éducation, dans les infrastructures sociales et dans les prestations.

Que fait l'Autriche face au défi que représente l'accentuation des disparités de revenu ? En dépit d'une situation générale difficile, le partenariat social continue de jouer un rôle très important en Autriche. Pour plus de 90 % des salariés, les salaires relèvent de la négociation collective et l'objectif est d'instaurer une politique salariale axée sur la productivité. Certes, en Autriche comme dans les autres pays, les salaires représentent une part de plus en plus réduite du revenu national,

mais cette évolution est beaucoup moins drastique par comparaison avec ce qu'on observe dans d'autres pays de l'OCDE. Le nombre de travailleurs que l'on peut qualifier de « travailleurs pauvres » est beaucoup plus limité en Autriche. Cela tient à un système efficace de partenariat social, à des disparités de revenu moindres, à un haut niveau de participation à la vie économique et à des normes élevées en matière de droit du travail.

En accord avec le modèle de la flexsécurité, l'Autriche a une approche équilibrée de la flexibilité de l'emploi, qui va de pair avec des exigences élevées en matière de droit du travail. A la différence d'autres pays, l'Autriche n'a pas encouragé la formation d'un secteur à bas salaires. Bien au contraire : il y a quelques jours, le Parlement autrichien a adopté une loi qui vise à combattre plus efficacement encore le dumping salarial.

Il est vrai que l'Autriche, elle aussi, a enregistré une hausse modérée des disparités de revenu marchand. Mais, compte tenu de l'effet atténuateur des prestations sociales, il n'y a guère eu d'accentuation des inégalités de revenu des ménages. Cela montre le rôle important joué par les prestations sociales. Des prestations moindres signifieraient des inégalités de revenu beaucoup plus marquées car la vaste majorité des bénéficiaires de prestations ont des revenus faibles au niveau du ménage.

Au moment d'élaborer notre budget, au lendemain de la crise financière, nous avons pris grand soin de ne pas peser sur les bas revenus bénéficiaires de prestations. Les systèmes de prestations destinés à assurer un revenu minimum n'ont pas été touchés. Au contraire, nous avons relevé les pensions minimum, les allocations chômage les plus basses et les prestations d'aide sociale. Nous avons estimé qu'il ne serait pas juste de faire peser une charge supplémentaire sur ceux qui ont le plus pâti des effets de la crise.

L'effort d'assainissement budgétaire de l'Autriche porte à 40 % sur les recettes et à 60 % sur les dépenses. Cependant, les prestations sociales ne sont pas particulièrement visées par les réductions de dépenses – tous les secteurs de l'action publique sont touchés au même titre. Du côté des recettes, on augmentera les taxes qui ont un effet régulateur, par exemple les taxes sur le tabac et sur l'essence. Les impôts sur le patrimoine, également, seront relevés, en particulier les prélèvements sur les gains en capital.

Dans le passé, on a eu tendance, en Autriche comme dans la plupart des autres pays, à réduire la fiscalité sur le patrimoine et les biens immobiliers. Finalement, ce n'était pas la bonne façon de procéder, non seulement d'un point de vue moral mais aussi d'un point de vue économique. C'est une tendance qui doit clairement être inversée.

Je tiens à remercier l'OCDE, une fois de plus, de focaliser l'attention sur la question des inégalités de revenu. Et j'espère que cette thématique occupera une place plus importante encore dans les discussions politiques à l'avenir.

Je vous remercie pour votre attention.